

*Les subsides*

● (1450)

Comme je l'ai déjà expliqué, monsieur le Président, je ne prévois pas que les taux d'intérêt subiront de hausse notable aux États-Unis cette année. Je voudrais dire ceci au député d'en face, et c'est qu'il n'existe aucun moyen pour les Canadiens de se protéger des répercussions de la hausse des taux d'intérêts aux États-Unis, si celle-ci a lieu. En fait, l'économie canadienne est partie intégrante de l'économie nord-américaine. Nous privilégions la libre circulation des capitaux, des biens et des services et, si le député estime qu'il est possible de revenir à nos politiques de temps de guerre et imposer avec succès un système de contrôle des changes dans une économie infiniment plus compliquée dans laquelle les opérations financières s'effectuent au moyen de l'électronique, il se trompe royalement.

Il conviendrait, pour le long terme, d'accroître notre productivité et notre compétitivité sur le plan international. C'est ce que notre gouvernement préconise depuis un an et demi que dure la reprise économique, la première initiative marquante en ce sens ayant été prise dans le budget d'avril 1983, et la plus récente, dans le budget de février dernier.

Depuis que la relance est amorcée, notre position concurrentielle s'est considérablement améliorée du fait que nous avons réussi à diminuer les taux d'intérêt au Canada. Les hausses de salaire et l'inflation ont beaucoup baissé et, en conséquence, la productivité s'en est considérablement accrue.

Nos collègues d'en face cherchent souvent à comparer le Canada aux États-Unis; alors faisons à notre tour certaines comparaisons. Lors du dernier trimestre de 1983, les hausses de salaire accordées au Canada ont été inférieures à celles consenties aux États-Unis. Les coûts de la main-d'œuvre par unité produite ont été bien plus modérés qu'aux États-Unis. L'excédent dans le compte du commerce de marchandises a grossi et même atteint des niveaux records, au contraire des États-Unis qui accuse un déficit d'envergure inégalé jusqu'ici. Nos exportations battent des records alors que c'est précisément le contraire aux États-Unis.

Ces éléments, comme d'autres, constituent des progrès qui ont redonné confiance dans le dollar canadien pendant la première année de la reprise, confiance qui devrait se maintenir ainsi que tout porte à le croire. Bien entendu, nous voulons soutenir la reprise grâce à la stabilité de notre monnaie et à celle, à défaut de mieux, de nos taux d'intérêt. La tendance à la baisse du cours de notre dollar par rapport à celui des États-Unis pose aux Canadiens des choix difficiles à faire du point de vue économique. Nous savons pertinemment, d'une part, que les pressions à la baisse sur notre devise risquent de relancer l'inflation au Canada mais, d'autre part, nous savons aussi qu'une forte hausse des taux d'intérêt serait néfaste à notre croissance économique. Je répète que nous avons fait en sorte de tempérer ces changements de manière à éviter une dévaluation considérable de notre dollar ou une augmentation trop marquée des taux d'intérêt.

Seule, la solidité de la reprise économique au Canada nous prémunira contre ces deux dangers. J'ai quelques chiffres, pour

répondre au député d'en face qui choisit ses données d'une drôle de façon.

**M. Stevens:** Mais elles sont justes.

**M. MacLaren:** Ainsi, nous avons eu, en janvier, un excédent commercial record de 25 milliards de dollars, en chiffre annuel. Mon collègue d'en face peut essayer de minimiser cette réussite, mais il n'empêchera pas les Canadiens d'en être fiers. Pour ma part, je m'attends que le Canada enregistre un accroissement considérable de ses exportations d'ici à la fin de 1984.

**M. Stevens:** C'est bien ce que nous disons, l'économie est en mouvement.

**M. MacLaren:** En raison notamment de ce facteur, notre produit intérieur a augmenté en termes réels de 1.3 p. 100 en janvier, ce qui correspondrait à une hausse de 16 p. 100 sur l'année. Personne ne s'attend que la reprise se maintienne indéfiniment à ce niveau, mais je répète à mon collègue d'en face qu'il devrait se donner la peine de consulter les prévisions pour se convaincre que nous aurons une croissance réelle très soutenue d'ici à la fin de l'année. Les ventes au détail ont augmenté d'environ 1.3 p. 100 en janvier seulement. C'est plus de 1/3 de plus, en chiffres annuels, que la hausse enregistrée l'an dernier au cours de la période correspondante.

Je signale aux députés d'en face, compte tenu de ce que signifient le renouvellement des stocks et l'expansion manufacturière, que les envois de produits manufacturés ont augmenté de 7 p. 100 en janvier et que le nombre de nouvelles commandes a progressé d'environ 9 p. 100, soit dans les deux cas, presque le double de l'an dernier. Le nombre d'emplois a augmenté d'environ 54,000 en février, et le nombre de mises en chantier a augmenté pour le quatrième mois consécutif.

Dans tous ces domaines, la progression est au moins aussi forte qu'aux États-Unis et dans plusieurs cas, elle est même supérieure. J'ignore pourquoi les députés d'en face essaient de saper la confiance de la population dans la reprise économique et la croissance que nous connaissons au Canada, mais eux qui faut sans cesse des comparaisons avec les États-Unis devraient admettre que le Canada traverse actuellement une période de croissance soutenue.

Dans des discussions antérieures, plusieurs députés, notamment le député qui a proposé la motion aujourd'hui, ont attiré notre attention sur le fait que le taux de chômage est élevé au Canada, ce qui nous préoccupe tous. Ils ont toutefois omis de signaler qu'il y a maintenant trois millions d'emplois de plus qu'en 1968. Les économistes avaient prédit d'autres suppressions d'emplois en 1983, l'économie a réagi en créant environ 403,000 nouveaux emplois. Il y a un peu plus d'un an, la plupart des prévisionnistes parlaient d'une diminution continue du chômage. Ainsi, le Conference Board of Canada prévoyait que le nombre d'emplois diminuerait de 163,000, mais les entreprises leur ont donné tort et au mois de décembre, l'économie avait repris les trois quarts des emplois perdus pendant la récession. La semaine dernière, Statistique Canada a annoncé que la reprise est totale et que nous entrons dans une période de croissance réelle.